



15^e congrès de la Chambre des huissiers de justice du Québec

Le 28 mai 2010 se tenait au Québec, à Montréal, le 15^e congrès de la Chambre des huissiers de justice du Québec.



De G. à D. : Richard Dubé, vice-président de la Chambre des huissiers de justice du Québec, Mercedes Aribaut, Françoise Andrieux, secrétaire général de l'UIHJ, Francis Aribaut ancien président de l'UIHJ et membre honoraire de la CHJQ, Katleen Weil, ministre de la justice du Québec, Louis-Raymond Maranda, président de la CHJQ, François Cantin président du congrès 2010
From L. to R.: Richard Dubé, Vice President of the Chamber of judicial officers of Quebec, Mercedes Aribaut, Françoise Andrieux, general secretary of the UIHJ, Francis Aribaut, former president of the UIHJ, honorary member of the CJOQ, Katleen Weil, minister for Justice of Quebec, Louis-Raymond Maranda, president of the CJOQ, François Cantin president of the 2010 Congress

Le 15^e congrès sous le thème de l'huissier de justice et la sécurité juridique

La ministre de la justice, Kathleen Weil, est venue prononcer l'allocution d'ouverture du congrès et entretenir les 200 huissiers de justice sur l'avenir de la profession. La ministre a profité de l'occasion pour souligner l'excellent travail que les huissiers de justice font sur le terrain, tout en leur rappelant l'importance qu'ils jouent au sein de l'appareil judiciaire. En plus, elle en a profité pour souligner le dynamisme de la chambre des huissiers de justice du Québec. Elle a aussi abordé le sujet tant attendu, celui de la réforme du Code de procédure civile. Le message ne pouvait être plus clair. Les huissiers de justice occupent une place de choix dans le chapitre de l'exécution. Mme Weil a également manifesté son enthousiasme quant au règlement sur la formation continue obligatoire qui obligera aux membres de l'ordre à maintenir un haut niveau de compétence.

Huissiers Québec

Le Président de la chambre des huissiers de justice du Québec, Louis-Raymond Maranda, présenta devant la ministre de la justice la société Huissiers Québec, une société détenue par l'ensemble des huissiers de justice québécois. Cette société souhaite fournir au ministère de la justice et les autres partenaires de la

justice un service de transmission et de signification électronique. À l'instar de la France et d'autres pays, la Chambre des huissiers de justice du Québec souhaite que l'huissier de justice puisse être le seul tiers de confiance en matière de dématérialisation. Le président Maranda fut inspiré par la présentation d'un atelier animé par Alain Bobant, huissier de justice, spécialiste des nouvelles technologies et président de la Fédération nationale des tiers de confiance (France), lors du conseil permanent de l'UIHJ en novembre 2008 à Paris. L'atelier portait sur la dématérialisation. Le plus cocasse c'est que l'Association droit économie et communication (Adec), était venue au Québec pour chercher la technologie nécessaire pour débiter ses travaux. L'un des souhaits du président Maranda est que la société Huissiers Québec puisse générer assez de profit pour constituer une caisse de retraite pour les huissiers de justice québécois.

Injonction de payer

Françoise Andrieux, huissier de justice et secrétaire général de l'UIHJ, est venue entretenir les huissiers de justice québécois sur le fonctionnement de l'injonction de payer, une procédure que la chambre nationale souhaiterait voir dans la réforme du Code de procédure civile. Le président Maranda est convaincu que cette procédure contribuerait à atteindre les objectifs du ministère de la justice, ainsi que le souhait des magistrats et des citoyens, le désengorgement des tribunaux et un accès plus rapide à la justice. Mme Andrieux a, par la même occasion, entretenu les légistes du ministère de la justice sur la procédure d'injonction de payer. Durant son séjour au Québec, notre consœur a formé plus d'une quinzaine de formateurs huissiers de justice afin de leur donner des meilleurs outils pour dispenser une formation de meilleure qualité aux nouveaux huissiers de justice désirant accéder à la profession.

Le président Maranda a entretenu les membres sur la formation des huissiers de justice à titre d'agent vérifiant à l'identité (AVI). Il s'agit là d'une première démarche en matière de dématérialisation. Il faut que tous les huissiers de justice soient certifiés afin d'avoir une clé publique / privée. La Chambre du Québec procédera à cette certification en collaboration avec le ministère de la justice. Par la suite, tous les huissiers de justice québécois devront suivre une formation sur la façon de certifier un avocat, un notaire ou même un citoyen, c'est à dire toute personne désirant transiger avec le Gouvernement, le ministère de la justice ou Huissiers Québec. Un nouveau pas vers la dématérialisation. En conclusion, un congrès couronné de succès !



Louis-Raymond Maranda et Kathleen Weil - Louis-Raymond Maranda and Kathleen Weil



15th Congress of the Chamber of Judicial Officers of Quebec

On 28 May 2010 was held in Quebec, in Montreal, the 15th congress of the Chamber of the judicial officers of Quebec.

The 15th congress under the topic of the judicial officer and legal security

The Minister for justice, Kathleen Weil, came to address the opening speech of the congress and to speak to the 200 judicial officers about the future of the profession. On this occasion, the minister underlined the excellent work done by the judicial officers on the field, while pointing out the key role they play within the judicial system. She also praised the dynamism of the chamber of the judicial officers of Quebec. She also tackled the so much awaited subject, that of the reform of the Code of civil procedure. The message could not be clearer. The judicial officers occupy a central place in the chapter of enforcement. She also shared her enthusiasm as regards the provision on compulsory on-going training which will oblige the members of the order to maintain a high level of competence.

Huissiers Quebec

The President of the Chamber of the judicial officers of Quebec, Louis-Raymond Maranda, presented to the Minister for justice Huissiers Quebec, a company held by the whole of the judicial officers from Quebec. This company wishes to provide the ministry justice and to other justice counterparts a service of transmission and an electronic service of documents. Following the example of France and other countries, the Chamber of the judicial officers of Quebec wishes for the judicial officer be become the only trusted third party as regards dematerialization. President Maranda was inspired by the presentation of a workshop chaired by Alain Bobant, a judicial officer, specialist in new technologies and president of the National Federation of Trusted Third Parties (France), at the time of the permanent council of the UIHJ held in November 2008 in Paris. The workshop related to the dematerialization. Incidentally, the Association Law Economy and Communication (Adec), formally visited Quebec and enquired on the necessary technology in order to start its work. One of the wishes of President Maranda is that the Huissiers Quebec Company can generate enough profit for a pension fund for the judicial officers from Quebec.

Order for Payment

Françoise Andrieux, judicial officer and general secretary of the UIHJ, spoke to the judicial officers from Quebec about the functioning of the Order for Payment, a procedure that the National chamber would wish to find in the reform of the Code of civil procedure. President Maranda is convinced that this procedure would contribute to achieve the goals of the ministry for justice, as well as the wish of judges and citizens, i.e. reducing the backlog of the courts and giving a faster access to justice. Mrs. Andrieux also lectured the legists from the ministry of justice on the order for payment procedure. During her stay in Quebec, our colleague trained more than fifteen trainer judicial officers, giving them the ideal tools for better quality training for the new judicial officers willing to join the profession.



*Kathleen Weil, ministre de la justice du Québec
Kathleen Weil, minister for Justice of Quebec*



*Françoise Andrieux, secrétaire général de
l'UIHJ - Françoise Andrieux, general secretary
of the UIHJ*



Pendant le congrès - During the Congress



*Les huissiers de justice québécois reçoivent leur certificat de formateurs
The judicial officers of Quebec with their trainer's certificate*

President Maranda spoke to the members about training of judicial officers as "Identity Checking Agents". It is a first step as regards dematerialization. It is necessary that all judicial officers are certified in order to have a public/private key. The Chamber of Quebec will carry out this certification in collaboration with the ministry for justice. Thereafter, all the judicial officers from Quebec will have to follow a training course on how to certify a lawyer, a notary or even a citizen, i.e. any person wishing to address to the Government, the ministry for justice or Huissiers Quebec. A new step towards dematerialization. In conclusion, a great success for the congress!